

ACTION URGENTE

VENEZUELA. CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ DE LA FAMILLE D'UNE VICTIME DE MEURTRE

Luis Urbano, le fils de José Luis Urbano, un défenseur des droits humains, a été tué le 10 octobre par des policiers dans l'État d'Anzoátegui, au Venezuela. Sa famille est en danger.

Luis Urbano est mort le 10 octobre après que des policiers de la municipalité de Sotillo, dans l'État d'Anzoátegui (est du Venezuela), lui ont tiré dessus quatre fois. Luis Urbano était mécanicien et était le fils de **José Luis Urbano**, un défenseur des droits humains et président de la **Fondation pour la défense du droit à l'éducation**, une ONG connue dans l'État d'Anzoátegui pour dénoncer les atteintes aux droits des enfants et pour défendre ces droits, notamment le droit à l'éducation.

Des témoins ont confirmé que des policiers avaient abordé Luis Urbano sur la voie publique alors qu'il réparait sa moto dans un quartier populaire de la ville de Puerto La Cruz, dans la municipalité de Sotillo (État d'Anzoátegui). José Luis Urbano a déclaré à Amnesty International qu'à la suite d'une dispute avec les policiers, ces derniers avaient tiré sur Luis Urbano qui a ensuite été laissé dans la rue pendant environ une heure avec une blessure par balle à la poitrine, sans que personne ne l'aide. Les mêmes policiers ont ensuite conduit Luis Urbano à l'hôpital, où il a été admis avec quatre blessures par balle.

Le défenseur des droits humains, José Luis Urbano, a fait l'objet de menaces à plusieurs reprises en raison de son travail en tant que président de la Fondation pour la défense du droit à l'éducation. Attaqué en 2007, José Luis Urbano avait été maintenu en l'air et s'était fait tirer dessus. En 2008, Amnesty International avait publié une action urgente en raison de plusieurs attaques dont il avait été victime. La vie et l'intégrité physique de José Luis Urbano, de sa famille et d'autres membres de la fondation pourraient être menacées.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à assurer la sécurité de José Luis Urbano, de sa famille et de toutes les personnes travaillant avec la Fondation pour la défense du droit à l'éducation, dans le respect de leurs souhaits ;
- demandez-leur de mener une enquête minutieuse, impartiale et indépendante sur le meurtre de Luis Urbano, de rendre publiques les conclusions de cette enquête et de traduire les responsables présumés en justice ;
- rappelez aux autorités que les défenseurs des droits humains ont le droit de mener leurs activités légitimes sans avoir à subir des restrictions illégales ou à craindre des représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 29 NOVEMBRE 2016 À :

Ministre de la Justice et de l'Intérieur
Gen. (Ej.) Néstor Luis Reverol Torres
Ministerio del Interior y Justicia
Avenida Urdaneta Esquina de Platanal
Edificio Interior y Justicia Despacho del
Ministro
Caracas, Venezuela
Fax : +58 212 506 1685
Formule d'appel : Señor Ministro, /
Monsieur le Ministre,

Procureur général
Dra. Luisa Ortega Diaz
Fiscalía General de la República
Avda. México, Manduca a Pelelojo,
Edif. Sede Fiscalía General de la
República, La Candelaria
Caracas, Venezuela
Fax : +58 212 509 8504
Courriel : mp@fiscalia.gov.ve
Formule d'appel : Señora Fiscal General,
/ Madame la Procureure générale,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

VENEZUELA. CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ DE LA FAMILLE D'UNE VICTIME DE MEURTRE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

José Luis Urbano avait déjà dit à Amnesty International que, le 10 février 2007 dans l'après-midi, sa femme et lui rentraient chez eux en voiture, dans le centre de Barcelone, lorsqu'une Mitsubishi noire s'est arrêtée à côté de leur voiture. Deux hommes en sont sortis et l'un d'eux a passé une arme par la fenêtre du côté de José Luis Urbano. L'autre homme a dit : « Tire, c'est le gars de Pro-defensa ». José Luis Urbano a réussi à attraper le canon de l'arme, mais l'homme a tiré et l'a touché au ventre. En mai 2008, José Luis Urbano a reçu des menaces de mort par téléphone. En septembre 2008, des policiers ont essayé de s'introduire de force chez José Luis Urbano. En août 2010, des hommes non identifiés ont de nouveau tiré sur José Luis Urbano.

Noms : Luis Urbano (h), José Luis Urbano (h), leur famille et d'autres membres de la Fondation pour la défense du droit à l'éducation.
Hommes et femmes

AU 237/16, AMR 53/5006/2016, 18 octobre 2016